

RENNES



Le 7 février 2020

NOS PRISONS CRAQUENT!!!

Il y a maintenant un an notre Organisation Syndicale avait souhaité aborder lors d'un CTI la situation des maisons d'arrêt du ressort de la Direction Interrégionale de Rennes Grand Ouest.

Un an après la situation ne s'est guère améliorée. Les maisons d'arrêts sont au bord de l'asphyxie, **les personnels aussi !**

Le tableau suivant, le recensement des taux d'occupation des maisons d'arrêt atteste que la situation est critique..

Taux qui, soit dit en passant, laisse perplexe quand on connaît les méthodes de calcul !

On y intègre des quartiers femmes sous peuplés, des quartiers mineurs partiellement vides, des cellule quartier arrivant pourtant non ouvert etc... Tout est bon pour minorer les chiffres !

Tout est bon pour minorer le quotidien des personnels et des détenus pour sauver les apparences !

	Taux d'occupation
Angers MA	170,70%
Brest MA	170,10%
Caen MA	155,80%
Cherbourg MA	67,40%
Coutances MA	154,20%
Evreux MA	182,70%
Fontenay le Comte MA	179,50%
La Roche sur Yon MA	220,53%
Laval MA	194,60%
Le Havre QMA	103,00%
Le Mans les Croisettes MA	131,60%
Lorient QMA	167,40%
Nantes QMA	128,40%
Rennes QMA	142,70%
Rouen MA	90,90%
St Brieuc MA	201,20%
St Malo MA	120,70%
Vannes MA	176,90%

Malgré ces chiffres édulcorés le nombre de matelas au sol dans nos établissements ne ment pas même s'il faut se rappeler que nous comptons plus de 2000 couchages supplémentaires.

	Matelas au sol
Angers MA	14
Brest MA	44
Caen MA	1
Cherbourg MA	0
Coutances MA	0
Evreux MA	11
Fontenay le Comte MA	1
La Roche sur Yon MA	0
Laval MA	6
Le Havre QMA	14
Le Mans les Croisettes MA	47
Lorient QMA	30
Nantes QMA	101
Rennes Vezin QMA	158
Rouen MA	1
St Brieuc MA	0
St Malo MA	2
Vannes MA	12

Force Ouvrière dénonce les promesses électorales du candidat élu à la Présidence de la République. Ce dernier promettait 15000 places supplémentaires ! Du VENT !

Force Ouvrière en appel à la magistrature qui, actuellement, fait exécuter des peines prononcées pour certaines datant de 2015 !

Force Ouvrière dénonce ces conditions de détentions qui impactent les personnels et leur quotidien, le tout pour « une prime » de 100€ brut annuel et encore quand les agents ne travaillent pas sur un centre pénitentiaire qui a pour effet de biaiser les chiffres!

Force Ouvrière ne pourra rester inactive face à cette situation qui n'a visiblement pas de fin programmée ni d'issues acceptables proposées et soutient toutes les initiatives locales des personnels pour faire entendre leur désarroi.

* Chiffres recensés par l'administration pénitentiaire au 06/02/2020